

Le cinquième péronisme à la lumière du passé

17 avril 2020

AVANT-PROPOS : les articles de la rubrique « Ailleurs sur le web » ne représentent pas les positions de notre tendance, mais sont publiés à titre d'information ou pour nourrir les débats d'actualités.

SOURCE : [NPA](#)

CLAUDIO KATZ

Avec la présidence d'Alberto Fernandez commence le cinquième gouvernement péroniste de l'histoire argentine. On ne connaît pas encore quelle forme de justicialisme* sera adoptée sous cette mandature et les quatre précédentes offrent des pistes contradictoires. Ce mouvement est passé par des voies opposées qui expliquent sa permanence.

Le péronisme est la structure politique dominante depuis le milieu du siècle passé. Il conserve la prédominance en tant que culture, force électorale et réseau de pouvoir. Sa version classique (1945-1955) s'est inspirée du nationalisme militaire et a misé sur la bourgeoisie industrielle, en conflit avec le capital étranger et les élites locales. (...)

VARIANTES DU JUSTICIALISME

Le premier péronisme a mis en œuvre des améliorations sociales d'énorme envergure. Dans aucun autre pays de la région n'a été instauré un État-providence si proche de celui de la social-démocratie européenne. Pour cette raison il a gagné un soutien inédit de la classe ouvrière organisée. Il est difficile de trouver un autre exemple international d'une identification aussi étroite du prolétariat avec un mouvement non communiste, socialiste ou anarchiste.

Le second péronisme (1973-1976) fut totalement différent. Il a été caractérisé par la violente offensive des versants fascistes (Lopez Rega*) contre les courants radicalisés (JP*, Montoneros*). La droite s'est déchaînée contre le vaste réseau militant forgé durant la résistance à la proscription de Perón. Elle a agi avec une fureur contre révolutionnaire dans le contexte insurgé des années 70.

La présence de ces deux pôles extrêmes au sein du mouvement lui-même fut une particularité de ce péronisme. Il incluait des courants antagoniques qui, dans le reste de l'Amérique Latine, s'affrontaient dans des organisations opposées. La coexistence argentine était inimaginable sous d'autres latitudes comme au Chili où Pinochet et Allende n'ont jamais partagé le même espace.

Le troisième péronisme fut néo libéral. Dans les années 90, Menem a mis en pratique les politiques de privatisation, d'ouverture commerciale et de flexibilisation du travail que les thatchéristes du monde entier mettaient en œuvre. Ce ne fut pas le seul converti de cette période (Cardoso* au Brésil, PRI* au Mexique), mais personne n'a incarné une désertion aussi impudique du vieux nationalisme.

Le "riojano"* a commis des exactions qui ont dépassé celles de l'anti péronisme. Il s'est attaqué aux grévistes du téléphone, du pétrole et des chemins de fer qui s'opposaient aux privatisations, il a démantelé les syndicats combattifs et a domestiqué la bureaucratie syndicale. Menem a profité du contexte international d'euphorie néolibérale et de l'accablement général provoqué par l'hyperinflation pour imposer son terrible modèle d'injustice sociale.

Ses agressions ont montré jusqu'à quel point le péronisme peut mener des processus régressifs. La même mutation réactionnaire s'est vérifiée dans d'autres cas comme le MNR* de Bolivie ou l'APRA* du Pérou. Mais ces formations ont disparu ou ont définitivement abandonné toute connexion avec leur base populaire. Elles ont été confrontées à la dissolution ou au déclin.

En revanche le péronisme a recomposé la fidélité de son électorat, en modifiant le principal ciment de ce soutien (syndicats, précaires, fonctionnaires, capitalistes). Il a toujours eu une relation tendue avec l'establishment et n'a jamais gagné l'adhésion durable de la classe moyenne. La plus grande partie de ce secteur a conservé son affinité avec d'autres partis traditionnels.

Les trois péronismes du siècle passé illustrent la multiplicité des variantes que ce mouvement a assumées. Il a été le protagoniste de grandes crises et de reconstructions surprenantes. De chaque bouleversement a émergé un nouveau projet adapté à son temps.

LE PROGRESSISME KIRCHNERIEN

Le kirchnerisme (terme utilisé pour caractériser la politique de Nestor Kirchner et de sa femme Cristina Fernandez Kirchner, dirigeants péronistes, qui se sont succédé à la présidence argentine de 2007 à 2015. NDT) a été à la tête d'un quatrième péronisme de caractère progressiste. Il a repris avec d'autres fondements les améliorations de la première période. Le vieux paternalisme conservateur a été remplacé par de nouveaux principes post-dictatoriaux de participation citoyenne. La confrontation interne avec la droite ne fut pas dramatique (...).

Kirchner a reconstruit l'appareil étatique démolé par l'effondrement de 2001. Il a rétabli le fonctionnement de la structure qui garantissait les privilèges des classes dominantes. Mais il a accompli cette reconstitution en amplifiant l'assistance aux appauvris, en étendant les droits démocratiques et en facilitant la récupération du niveau de vie (...).

Kirchner s'est adapté à la nouvelle situation de régression industrielle et de fractures entre les travailleurs formels et les précarisés. Il a conservé le soutien populaire du péronisme mais a pris ses distances avec la classe ouvrière, en cherchant à neutraliser le rôle des syndicats.

Cristina, en raison de la confrontation avec la droite (secteurs de l'agro-soja, moyens de communication, fonds de pensions voutours) a laissé une empreinte plus combative, Cette polarisation a rompu l'équilibre que Nestor avait maintenu avec tous les groupes de pouvoir.

Le cristinisme* a éveillé des mouvements de jeunesse contestataires et a multiplié les inimités avec les gouverneurs, intendants et hiérarques syndicaux. Le charisme inattendu de Cristina a ressuscité les identifications populaires et les haines du libéralisme

Cristina a renforcé l'autonomie vis à vis des États-Unis inaugurée par l'enterrement de l'ALCA*, la création de l'UNASUR* et le rapprochement avec la Russie et la Chine. Cette distance prise à l'égard de Washington a repris le traditionnel éloignement du péronisme pré-Menem vis à vis du département d'État. Mais il y eut également une grande affinité avec Israël qui a alimenté le conflit avec l'Iran.

Le quatrième péronisme s'est positionné au centre-gauche régional (avec Lula*, Correa* et Tabaré*), mais il a entretenu des liens plus étroits avec les versants plus radicaux de Chavez* et Evo*.

Cette flexibilité de la diplomatie du kirchnerisme était en accord avec le virage économique néo-développementaliste. Dans le cadre d'un rebond de la production intérieure et d'une valeur élevée des exportations on a réussi à accélérer la récupération du PIB. La régulation de l'Etat n'a pas modifié la base primaire des exportations mais a apporté de l'oxygène à l'industrie grâce au souffle de la consommation.

Le néo-développementaliste kirchnerien a inclus dans la renégociation de la dette la nationalisation du système privé de retraites et le contrôle des changes. Cela impliquait plus d'intervention de l'Etat que ce qui avait été fait par Lula mais n'introduisait pas les mesures de développement social que préconisait l'hétérodoxie radicale. L'audit de la dette, la nationalisation du commerce extérieur, la régulation des banques ne furent pas pris en compte. Le schéma bolivien de nationalisation du pétrole et du gaz pour réinvestir la rente énergétique a également été écarté.

Nestor et Cristina ont misé sur les vertus de la demande et ont eu confiance dans les promesses des patrons qui leur étaient liés. Mais ils n'ont pas obtenu les investissements promis par ces capitalistes qui préférèrent faire fuir une grande partie du capital reçu par les subsides d'Etat. L'inflation, le déficit budgétaire et les dévaluations refirent leur apparition, joints à la consolidation des bases extractivistes et d'exportations agricoles, à la structure industrielle dépendante et au système financier déficient. Le néo-développementaliste n'a pu contrebalancer les faiblesses structurelles qui rongent l'économie argentine.(...)

PRAGMATISME SANS FRONTIERES

Le premier et le second péronisme ont gouverné un pays qui conservait la dynamique florissante du passé. La troisième et quatrième version tentèrent de trouver des remèdes à opposer à la crise monumentale des dernières décennies. Cette récession économique a périodiquement inclus des faillites aigües. Dans peu de pays on a observé des oscillations du niveau de l'activité aussi abruptes, des fuites de capitaux aussi significatives et des niveaux d'inflation si persistants.

Ce panorama de tempête est un effet des difficultés engendrées par la mondialisation. Le pays a connu une industrialisation précoce avec un fort développement du marché intérieur et d'importantes conquêtes sociales. Cette structure ne cadre pas avec le capitalisme actuel et pour cette raison la succession d'ajustements est sans fin (...)

Les deux réponses symétriques tentées pour combattre ces infortunes ont clairement été représentées par le péronisme. L'issue néolibérale – qui préconise un plus grand retour à l'économie primaire – a été mise en œuvre par le ménémisme et l'option néo-développementaliste – qui tente de préserver la structure industrielle – a été promue par le kirchnerisme. Aucun des deux n'a pu mettre sur la bonne voie son projet et les deux en sont restés à mi chemin. Au cours des deux tentatives on a pu vérifier que l'obsolescence économique perpétue l'instabilité politique.(...)

Menem et Kirchner ont parcouru des sentiers très opposés sur les terrains de l'économie, de la politique et des institutions. Ce contraste illustre à quel point le péronisme gère le pouvoir de façon pragmatique, en sélectionnant l'option qui s'adapte le mieux à chaque scénario.

ENDIGUEMENT DE LA CONFLICTUALITE

La perpétuation de la présence du péronisme correspond également au niveau soutenu des mobilisations populaires. Cette disposition à la lutte a débouché depuis la fin de la dictature sur 40 grèves générales. La syndicalisation se situe au dessus de la moyenne internationale et son influence est notoire dans les moments de grands conflits. De par ce poids de l'intervention populaire, l'Argentine occupe en Amérique Latine une position comparable à celle de la France en Europe. Cela définit une tonalité de résistance qui a un impact sur le reste de la région.

Les deux premiers péronismes ont utilisé l'appareil du parti justicialiste (et son extension dans la CGT*) pour faire face à cette conflictualité. Mais à partir des années 80 ils ont également eu à faire face à des mouvements sociaux surgis de la paupérisation qui affecte le pays.

Comme un tiers de la population a été poussée vers la misère, tous les gouvernements ont incorporé l'« assistencialisme » à une grande échelle. Les plans d'aide sont devenus une dépense indispensable à la reproduction du tissu social. L'appauvrissement argentin est un effet de la régression économique contemporaine et non du sous développement historique de l'Amérique Latine. Cette dégradation a produit des formes de résistance très liées à la conflictualité précédente.

Les mouvements sociaux occupent une place de premier plan dans le mouvement de protestation actuel. Ils ont fait irruption avec les blocages de rues contre le chômage et ont prospéré en alliance avec les concerts de casseroles de la classe moyenne expropriée par les banquiers.

Leur influence correspond au changement enregistré dans le tissu social. La régression manufacturière a remplacé en grande partie les revendications des usines par les exigences des rues. Les précarisés adressent des revendications à l'Etat sans détenir les ressorts de la production. Cette combativité des mouvements a permis de gagner l'« allocation universelle » (AUH*) quand des manifestations se sont étendues au point de faire peur aux classes dominantes.

Le kirchnerisme s'est adapté au nouveau panorama mais il supposait que la reprise économique absorberait lentement le chômage et diluerait l'incidence des mouvements sociaux. Cette réduction significative du chômage n'a pas eu lieu et la pauvreté s'est maintenue à un invariable plancher de 30% de la population.

Devant ce résultat le quatrième péronisme a multiplié les plans sociaux. La bancarisation de ce droit – au moyen d'une carte attribuée à chaque bénéficiaire de l'AUH – n'a pas diminué l'influence des nouvelles organisations populaires. (...)

La relation du kirchnerisme avec les mouvements sociaux a connu toutes les variantes imaginables. Il y a eu l'affinité, la tension, l'éloignement et la rupture. Le cauchemar récemment vécu avec le macrisme (terme utilisé pour caractériser la politique de Mauricio Macri, président de droite radicale de l'Argentine de 2015 à 2019 à la tête d'une coalition anti-péroniste-NDT-) a amené à des retrouvailles. Cette succession changeante de rapprochements et de prises de distances reproduit la relation du justicialisme classique avec le syndicalisme. Amortir et discipliner la conflictualité populaire est une nécessité persistante pour le péronisme.

EXTINCTION CONTRE ETERNITE

La rénovation périodique de la principale force politique du pays est également la conséquence de l'impuissance confirmée de ses adversaires. Depuis le coup d'état "gorila"* de 1955 aucun gouvernement de la droite libérale n'a réussi à stabiliser sa gestion. (...)

La droite a eu sa meilleure opportunité avec Macri, en obtenant son premier accès à la présidence par voie électorale. Mais ce pari de l'anti péronisme s'est achevé par un foudroyant naufrage. Les PDG du PRO (le parti de Macri) ont montré une incapacité majeure à surmonter les difficultés de l'économie. Ils ne sont pas parvenus non plus à briser la résistance populaire qui a maintenu les manifestations et les blocages. (...)

La permanence dont a fait preuve le justicialisme n'implique pas de durée infinie. Il a subsisté à cause de la particulière absence de résolution d'une crise prolongée qui dégrade le pays sans le transformer. La persistance des mêmes traditions politiques sur cette scène constitue une singulière anomalie historique. (...)

Les intellectuels du macrisme estimaient que la grande mutation sociale dont souffrait l'Argentine amènerait à la substitution de la colonne vertébrale du justicialisme (la classe ouvrière) par de nouveaux travailleurs informels, manquant d'identifications et de loyautés.

Ce diagnostic a été réfuté par la victoire écrasante du Frente de Todos*. Le péronisme n'a pas seulement vaincu les macristes, il a conquis de nouveaux gouverneurs régionaux, le quorum a lui tout seul au Sénat et la majorité des députés.

L'hypothèse de la fin du péronisme à cause de l'expansion des précaires oubliait que cette transformation sociale n'avait pas de corollaire automatique dans la sphère politique. Il est certain que les mouvements sociaux récents ont surgi en dehors du péronisme, mais ils maintiennent une relation ambiguë avec celui-ci et ils ont voté majoritairement pour lui, pour se débarrasser de Macri. (...)

La gauche et le péronisme

Depuis son irruption le péronisme a suscité des réactions contradictoires dans la gauche. Il y eut des périodes de critique furieuse et des moments de subordination résignée

Les désaccords idéologiques qui séparent ces deux courants sont majeurs. Le péronisme préconise l'humanisation du capitalisme en supposant que ce système permet l'équité si on rend compatibles les intérêts des patrons avec ceux des salariés. C'est pour cela qu'il propose l'arbitrage de l'Etat pour harmoniser les deux parties en une "communauté organisée", garante des destins de la nation.

La gauche souligne, au contraire, que les capitalistes réalisent leur profit par l'exploitation des salariés et utilisent les ressources publiques pour garantir leurs privilèges. Elle rappelle que les capitalistes ont l'habitude d'amplifier ces bénéfices en érodant la souveraineté nationale. Ces principes opposés – qui séparent les marxistes des péronistes – ne définissent pas la politique de la gauche envers un mouvement qui conserve l'adhésion majoritaire de la population. Cette prédominance continue du péronisme a conduit à des stratégies différentes pour le transformer, le contourner ou l'éradiquer. Avec diverses options on a essayé d'annuler le péché originel qui a permis de convertir le justicialisme en parti de masse. Dans les années 40 les socialistes et les communistes convergeaient avec la droite libérale dans un acharnement commun contre Perón. (...)

Pour corriger cette monumentale erreur, beaucoup de courants proches de la gauche préconisèrent postérieurement l'entrée dans le péronisme. Ils imaginèrent diverses façons d'y susciter, grâce à cette conversion une force prosocialiste. Cette attente incluait l'acceptation totale ou partielle de l'identité péroniste. Au zénith de ce projet on a bataillé pour la "patrie socialiste" qu'imaginaient des secteurs de la JP, le Peronismo de Base et les Montoneros.

La direction du PJ ferma violemment le passage à cette orientation. Sous les directives de Perón lui-même a été déclenché un bain de sang pour éliminer toutes les composantes radicalisées ("infiltrés"). (...)

Comme le péronisme est intrinsèquement consubstantiel de l'ordre capitaliste son jeu droitier dépend des circonstances. A son origine, le justicialisme visait la bourgeoisie nationale. Avec Menem il a favorisé les néo libéraux et avec Kirchner il a soutenu des groupes industriels et financiers locaux. (...)

On a pu vérifier qu'aucune multiplication de "contre pouvoirs" dans les territoires, syndicats ou coopératives ne remplace le contrôle de l'Etat. L'idéalisation autonomiste des mouvements sociaux l'empêche de forger un projet qui surmonte le péronisme.

La grande hostilité initiale des communistes et des socialistes envers le péronisme a laissé un vide couvert par d'autres traditions marxistes. Le trotskisme a en partie occupé cet espace, en prenant en compte le poids du justicialisme dans le prolétariat industriel. Ses différentes organisations ont évité les crises postérieures du PC (position ambiguë vis à vis de la dictature), les vas et viens du maïsisme et les défaites de la guérilla.

Cet arrière plan explique l'irruption du MAS*, la percée de PO* et la gestation du FIT*. Ils ont consolidé leurs forces militantes avec des jeunes disposés à l'action. Le pragmatisme de certains courants (MST*) a coexisté avec les entreprises médiatiques et les

incursions intellectuelles d'autres courants (PTS*). La majorité a maintenu un front qui a dépassé les vieilles fractures. Ils ont réussi à ce que le terme de "gauche" soit identifié à leurs activités (...).

Ce front diffuse de louables programmes anticapitalistes et impulse des candidats engagés dans la lutte populaire. Mais ces initiatives se heurtent à un plafond invariable, en raison d'absence de stratégies viables de transformation de la société. L'imitation du modèle bolchevique n'offre pas cela. (...)

On ne connaît pas encore quel type de justicialisme va prévaloir avec Alberto Fernandez. Par le passé il y a eu le nationalisme avec des réformes sociales, la violence droitière, les virages néolibéraux et les années progressistes. Menem et Kirchner furent les extrêmes de ce pragmatisme.

Le péronisme a contenu le syndicalisme et amorti les mouvements sociaux. Il se recycle face à des crises majeures et aux échecs de ses adversaires libéraux. Son extinction ou son éternité ne sont pas prédéterminées. Il ne converge pas avec le projet socialiste et n'a pas pu extirper ses versants réactionnaires. Il est impossible de forger une alternative de gauche en rejetant l'exercice du pouvoir d'Etat et en ignorant les virages progressistes du péronisme.

*Claudio Katz, économiste argentin, est l'auteur de nombreux articles et ouvrages sur le capitalisme et le socialisme, notamment de « *Sous l'empire du capital* », M éditeur, 2014.

Notes du traducteur

• *Justicialisme* : nom censé représenter une troisième voie entre capitalisme et socialisme, en vue de réaliser une plus grande justice sociale

• *Lopez Rega* : Homme de main puis principal ministre du couple Péron dans les années soixante dix. Dirigeant de l'organisation terroriste para militaire « Triple A » responsable de l'assassinat de milliers de militants sous les gouvernements de Péron et d'Isabel, avant même la dictature des généraux.

• *JP* : Jeunesse Péroniste : mouvance de la jeunesse péroniste radicalisée à gauche, désavouée et combattue par Péron lui-même.

• *Montoneros* : Principale organisation de l'extrême gauche péroniste dans les années 70, utilisant la lutte armée. Forte de dizaines de milliers de membres. Désavouée par Péron, elle s'affronta à la droite péroniste, fut massacrée par la triple A, puis par la dictature.

• *Cardoso* : Président du Brésil de 1995 à 2003

• *PRI* : Parti Révolutionnaire Institutionnel. Parti qui a contrôlé le Mexique pendant des dizaines d'années, converti officiellement au libéralisme depuis le début des années 2000.

• « *riojano* » : Menem avait été gouverneur de la province argentine de La Rioja.

• *MNR* : Movimiento Nacionalista Revolucionario. Parti nationaliste qui prit la tête de la révolution de 1952 en Bolivie et gouverna le pays à plusieurs reprises, évoluant du nationalisme révolutionnaire au libéralisme.

• *APRA* : Alianza Popular Revolucionaria Americana. Parti nationaliste péruvien qui mena de nombreuses luttes contre les dictatures puis gouverna le pays à plusieurs reprises sur des bases de plus en plus libérales

• *Cristinisme* : terme utilisé pour caractériser la politique spécifique de Cristina Kirchner lorsqu'elle exerça la présidence.

• *ALCA* : Area de Libre Comercio de las Americas. En français ZLEA. Vaste projet des Etats Unis pour instaurer dans toute l'Amérique une zone de libre échange, comparable à celle instaurée avec le Canada et le Mexique (ALENA). Le Projet échoua en 2005, notamment du fait de l'opposition de l'Argentine présidée par Nestor Kirchner.

• *UNASUR* : organisation intergouvernementale de pays d'Amérique du Sud, créée en 2008 à l'initiative des « gouvernements progressistes » de l'époque (Vénézuéla, Brésil, Argentine, entre autres) ;

• *Lula, Correa, Tabaré, Chavez, Evo (Morales)* : présidents de divers « gouvernements progressistes » en Amérique du sud dans les années 2000, respectivement au Brésil, Equateur, Uruguay, Venezuela et Bolivie.

• *CGT* : Confederacion General del Trabajo. Confédération historique du syndicalisme argentin. Dirigée par le péronisme depuis 1943, sa « colonne vertébrale » et instrument fondamental de son hégémonie dans la classe ouvrière. Elle est traversée de nombreux courants et a connu de nombreuses scissions. Mais elle reste aujourd'hui encore la principale force syndicale argentine.

• *AUH* : Asignacion Universal por Hijo. Allocation versée pour chaque enfant aux chômeurs, travailleurs au noir ou gagnant moins du salaire minimum. Votée en 2009, sous la présidence de Cristina Kirchner.

• « *Gorila* » : « gorille » Qualificatif donné par le péronisme et la gauche argentine au coup d'état militaire qui en 1955 renversa la première présidence de Perón.

• « *Frente de Todos* » : intitulé de la coalition péroniste qui a gagné les dernières élections présidentielles en Argentine en 2019 avec Alberto Fernandez à sa tête

• *MAS* : Movimiento Al Socialismo. Organisation trotskyste fondée à la fin de la dictature par Nahuel Moreno. Fort de plusieurs milliers de membres et d'une influence non négligeable a connu après 1987 de nombreuses scissions.

• *PO* : Partido Obrero. Organisation trotskyste qui a longtemps maintenu sur le plan national comme sur le plan international une existence très séparée des autres tendances trotskystes.

• *PTS* : Parti des Travailleurs Socialistes. Issu de l'ancien MAS.

• *FIT* : Frente de Izquierda de los Trabajadores. Regroupement à partir de 2013 de trois organisations trotskystes argentines : PO, le PTS et IS. Aux élections présidentielles de 2019, son candidat (issu du PTS) a obtenu 2,16% des voix.

• *MST* : autre groupe trotskyste issu de l'ancien MAS qui s'est rapproché du FIT.

